

Oser défier l'apartheid

20.11.2018

Categories: Boycott culturel

Lettre ouverte à la Radio-Télévision suisse (RTS)

Genève, Lausanne, Berne, Bâle, Zurich, Lugano, le 20 novembre 2018

Chers membres de la direction de la RTS,

La sélection de la chanson suisse pour le Concours Eurovision de la chanson est en cours. Bientôt, un jury désignera la chanson qui devrait représenter la Suisse à la finale, prévue en Israël en mai 2019. Certain-e-s d'entre vous seront peut-être appelé-e-s à faire partie de la délégation qui se rendra à Tel-Aviv pour accompagner les artistes lauréat-e-s. Il nous importe que vous sachiez où vous allez.

En l'espace d'un mois seulement, plus de mille citoyen-ne-s en Suisse ont signé la pétition « [Pas de chanson pour l'apartheid](#) », lancée par une centaine d'acteurs et actrices de la culture pour demander aux responsables de la Société suisse de radio et télévision (SRG SSR) de renoncer à participer à cet événement. Parmi les premiers signataires de la pétition figurent Evelinn Trouble, Jean-Alexandre Blanchet, Jeans for Jesus, Gisèle Sallin, Heidi Happy, Jonas, La Gale, Marco Zappa, Michel Bühler, Robin Girod, Rootwords, Sarclo, Tamara Bacci, Thierry Meury, Vanni Bianconi, Véronique Mermoud, Vincent Bertholet, Yves Cerf, Yves Massy, Zoltan Horvath, ainsi que le Musikzentrum Sedel de Lucerne et le centre culturel L'Usine de Genève.

Des artistes et des acteur-trice-s de la culture de toutes les régions de la Suisse qui appellent au boycott de l'Eurovision en Israël. Pourquoi ? Parce qu'après 70 ans de nettoyage ethnique, de colonisation et d'oppression permanente contre le peuple palestinien, l'État d'Israël a fini par instaurer un régime d'apartheid comme on espérait ne plus en voir au XXI^e siècle. Au miroir de l'apartheid, l'Eurovision et son imagerie féérique et scintillante offrent un triste reflet.

L'apartheid est un système d'oppression raciste condamné par les Nations Unies, et qualifié en droit international en tant que crime contre l'humanité. Il est caractérisé par une systématique de discriminations qui vise à asservir une population au profit d'une autre sur un même territoire. La construction du Mur de séparation et la colonisation israélienne en Cisjordanie ; le démembrement progressif des territoires palestiniens ; l'enfermement de la bande de Gaza dans un ghetto de la taille du canton de Genève ; le harcèlement continu de la population palestinienne dans la ville de Jérusalem ; l'humiliation et la déshumanisation des Palestinien-ne-s par l'armée israélienne constituent les rouages d'un système qui vise l'effacement du peuple palestinien de sa propre terre.

L'espace de cette lettre ne suffit pas à détailler les événements caractéristiques de l'apartheid qui se sont enchaînés en 2018, avant et après la victoire de la chanteuse Netta Barzilai à l'Eurovision, en mai dernier.

À Gaza, depuis le mois de mars dernier, les snipers de l'armée israélienne tirent à balles réelles sur les manifestant-e-s palestinien-ne-s, armé-e-s tout au plus de frondes, qui se rassemblent à 100 mètres derrière la barrière militarisée. Une barrière qui enferme près de 2 millions de personnes dans un ghetto. Ces manifestations, où les Palestinien-ne-s réclament leur droit reconnu par les Nations Unies de rentrer dans les maisons dont ils/elles ont été chassé-e-s, commémorent les 70 ans de la Nakba, la catastrophe humaine que les Israélien-ne-s célèbrent comme l'acte de fondation de leur État. Bilan provisoire du safari au 18 octobre 2018: [217 morts](#) et plus de 6'000 blessé-e-s par balles.

Les Nations Unies rendent compte chaque mois de démolitions de bâtiments et maisons palestiniennes en Cisjordanie et à Jérusalem, entraînant les déplacements forcés de leurs habitant-e-s. Rien qu'en septembre, [29 constructions palestiniennes](#) ont été démolies et 51 personnes ont été déplacées. Dans les territoires occupés, l'armée israélienne protège les colons israéliens et mène des [raids nocturnes](#), souvent meurtriers, emmenant dans les prisons israéliennes adultes et enfants, entretenant la peur et l'anxiété dans les familles. La brutalité devenue routine.

Sur le plan constitutionnel, le 19 juillet dernier, le parlement israélien a adopté la Loi « Israël, État-Nation du peuple juif », une loi raciste qui marque un tournant dans la consolidation de l'apartheid. Elle consacre la prédominance ethnique juive par-dessus toutes les nationalités et religions représentées dans l'État ; la langue arabe n'a plus qu'un statut "spécial" encore non défini ; la colonisation juive y est érigée en valeur nationale. Les Palestinien-ne-s disposant d'une carte d'identité israélienne (20% de la population de l'État) sont désormais officiellement des [citoyen-ne-s de seconde classe](#). Les chefs des églises catholiques de Terre Sainte [ont récemment demandé](#) l'abrogation complète de cette loi, « qui fournit une base constitutionnelle et légale à la discrimination entre citoyens israéliens, énonçant clairement les principes selon lesquels les citoyens juifs doivent être privilégiés par rapport aux autres citoyens ». Comme en corollaire, la loi sur la « [loyauté culturelle](#) », autorisant la suppression des subventions aux œuvres artistiques qui oseraient présenter le jour de l'indépendance israélienne comme un jour de deuil, a passé, le 21 octobre dernier, un premier échelon au parlement israélien.

Le pouvoir israélien compte sur l'Eurovision, non pas pour cacher cet état de fait, mais pour le normaliser aux yeux du monde. Dès la victoire de la chanteuse Netta, à la finale de mai 2018, les autorités israéliennes ont affiché leur ambition de faire de l'Eurovision une opportunité politique. Netta s'est elle-même dite ravie que sa chanson aide à « changer l'image d'Israël ». Dans la foulée, le premier ministre israélien l'a nommée « [meilleure ambassadrice d'Israël](#) ». Depuis lors, les performances de Netta à l'étranger sont presque toutes [sponsorisées par les ambassades israéliennes](#). Mais l'effet Netta s'essouffle. [L'annulation](#) du concert prévu à Zurich le 13 novembre est un signe qui ne trompe pas de la méfiance croissante du public à l'égard d'un buzz monté de toutes pièces dans le but de laver l'image du régime israélien.

Les artistes suisses ne sont pas seul-e-s à appeler au boycott de l'Eurovision en Israël. À la suite d'un premier appel publié dans [The Guardian](#), des mobilisations convergentes ont émergé au Royaume-Uni, en Islande, en Irlande, en Australie, en Espagne et en Belgique. Une pétition internationale a été lancée tout dernièrement par le mouvement BDS, recueillant en quelques jours plus de 15'000 signatures.

La Suisse, qui a été accusée par le passé pour son indulgence voire, sa complicité, à l'égard du régime oppresseur en Afrique du Sud ne doit pas prendre ce reproche à la légère. On ne se compromet pas deux fois avec l'apartheid. Les responsables et les collaborateur-trice-s opérationnel-le-s des radios et télévisions du service public suisse devraient en prendre conscience et en tirer des conclusions éthiques, sinon politiques, qui s'imposent. Quiconque participe à l'Eurovision de Tel-Aviv ne saurait ignorer qu'il fait sa part dans le blanchiment de la politique inhumaine israélienne.

Comme les signataires de la pétition « Pas de chanson pour l'apartheid », nous demandons à la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SRG SSR) de renoncer à participer à la finale de l'Eurovision, en mai prochain en Israël. Nous demandons aussi à la SRG SSR et à ses unités d'entreprise de respecter le droit à l'objection de conscience de leurs collaborateur-trice-s qui refuseraient de se rendre en Israël, et de ne prendre contre eux/elles aucune mesure de sanction. Face à un régime d'apartheid que tout le monde voit et reconnaît, la moindre des choses serait de ne pas forcer les travailleur-euse-s qui ne veulent pas s'y compromettre.

Regardez derrière le rideau de paillettes ! Osons défier l'apartheid !

Mouvement Boycott Désinvestissement Sanctions, BDS Suisse.

[Lettre ouverte au format PDF](#)

[Version allemande](#)

[Version italienne](#)

Version anglaise

Questions fréquemment posées

Qu'est-ce que le BDS ?

En 2005, la société civile palestinienne – les principaux partis politiques, fédérations de syndicats, associations de droits des réfugiés, syndicats universitaires, organisations paysannes, réseaux d'ONG, syndicats de femmes, mouvements de jeunesse et d'autres – a lancé un appel pour une campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions contre l'Etat d'Israël ([l'appel BDS](#)) jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international et respecte les Droits des Palestinien-ne-s. Ces organisations signataires représentent les Palestinien-ne-s vivant sous l'occupation en Cisjordanie et à Gaza, les Palestinien-ne-s citoyen-ne-s d'Israël et les Palestinien-ne-s en exil (principalement des réfugié-e-s). L'appel BDS est le document le plus soutenu des dernières décennies de l'histoire palestinienne.

Que fait le BDS Suisse ?

Le mouvement BDS est actif en Suisse depuis 2005. [BDS Suisse](#) mène notamment des campagnes dans les domaines du [boycott militaire](#), des marchandises et des services ([boycott consommateur](#)), et dans le [domaine culturel](#). En 2015, BDS Suisse s'est notamment opposé à la « Carte blanche » à Israël au [Festival de cinéma de Locarno](#).

Est-ce que la tactique du boycott a été utilisée ailleurs ?

Le mot "boycott" a été utilisé pour la première fois en 1880, dans le cadre d'une campagne de mise à ban sociale menée par la Irish Land League contre le capitaine Charles Boycott, agent d'un propriétaire terrien anglais. Différentes formes de boycott pour mettre fin à l'oppression ont été utilisées en différents temps et en différents lieux, et certaines sont aujourd'hui célébrées, bien qu'à l'époque elles aient été condamnées

par des grandes puissances. Pour ne citer que quelques exemples : la Marche du sel du Mahatma Gandhi, le boycott des bus de Montgomery durant la lutte des Afro-Américain-e-s pour les droits civiques, et le boycott international qui aida à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Depuis des décennies, les Palestinien-ne-s ont recours au boycott dans leur lutte pour la liberté, la justice et l'égalité. L'appel BDS s'inspire de cette riche tradition.

Beaucoup d'États violent les Droits humains, alors pourquoi boycotter Israël et pas d'autres États ?

Le boycott d'Israël répond à une demande de solidarité provenant des Palestinien-ne-s. C'est une tactique non-violente efficace et une forme de pression que les Palestinien-ne-s ont choisie, et non une tentative de notre part d'exprimer notre pureté morale. Le mouvement BDS est un mouvement dirigé par des Palestinien-ne-s. La légitimité du boycott de l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid ne fut pas contesté en arguant que des abus de Droits humains étaient aussi commis en Argentine durant la même période. Le boycott était suivi en réponse à l'appel de la résistance sud-africaine. L'argument qui dit : « d'autres font la même chose ou pire », ne sera jamais acceptable, car toute demande de justice devrait alors être reportée tant que toutes les infractions n'auront pas été mises sur le tapis, et tant que les pires d'entre elles n'auront pas été traitées en premier. Qui tirerait profit de cela, sinon ceux et celles qui ont intérêt à jouir de l'impunité ?

Le boycott culturel ne punit-il pas injustement des artistes israélien-ne-s et étranger-e-s, ainsi que des citoyen-ne-s amateur-e-s de culture ? Est-ce que l'art ne transcende pas la politique ?

Le mouvement BDS ne cible pas les artistes en tant qu'individus. BDS vise des institutions qui se rendent complices des violations du droit international commises par le régime israélien. L'État d'Israël utilise sciemment la culture pour détourner l'attention de ses crimes. À la suite d'une campagne de bombardements meurtriers à Gaza en 2009, un officiel israélien a annoncé l'intention d'envoyer à l'étranger des écrivain-ne-s connu-e-s, des compagnies de théâtre, des expositions" dans le but de « [montrer une image plus jolie d'Israël](#) ». Ce plan s'inscrit dans le projet Brand Israel, lancé en 2005 par le ministère israélien des Affaires étrangères, en réponse au boycott. Dans ce cadre, les artistes bénéficiant de fonds gouvernementaux qui se produisent à l'étranger doivent signer un contrat dans lequel ils/elles s'engagent à promouvoir les intérêts de l'État d'Israël. Les spectacles en tournée deviennent alors des activités de propagande pour blanchir l'apartheid israélien. La promotion de la chanteuse Netta, lauréate de l'Eurovision 2018, s'inscrit dans la continuité de cette politique de blanchiment de l'image israélienne à l'étranger. Les artistes de l'étranger qui ignorent l'appel au boycott BDS et se produisent en Israël doivent savoir qu'ils/elles participent à la normalisation des crimes israéliens.

Quand bien même le mouvement BDS ne boycotte pas les artistes mais les institutions financées par le régime, il serait trompeur de présenter la scène artistique en Israël comme intrinsèquement progressiste et comme une alliée de l'exigence de justice des Palestinien-ne-s. Dans les faits, seule une poignée d'artistes israélien-ne-s adopte une position sans ambiguïté contre la violence incessante de l'État et en faveur de l'égalité.

En revanche la répression des artistes palestinienne et de la culture palestinienne est bien réelle. En Israël, l'acteur Mohammad Bakri est harcelé depuis des années pour avoir tourné un film sur le massacre de Jénine, et la poétesse [Dareen Tatour](#) a été condamnée en juillet 2018 à 5 mois de prison pour avoir écrit un éloge de la résistance palestinienne. À Jérusalem Est et en Cisjordanie, des institutions culturelles sont régulièrement attaquées et perquisitionnées par les forces israéliennes d'occupation, et des artistes sont empêché-e-s de voyager. À Gaza, en août 2018, le centre culturel [Said-al-Mishal](#) a été bombardé et ses cinq étages ont été réduits en poussière.

Je n'aime pas l'Eurovision alors pourquoi rejoindre l'appel au boycott de la prochaine édition en Israël ?

Nul besoin d'être un-e fan-e de l'Eurovision pour rejoindre l'appel au boycott! Nous n'appelons pas à boycotter le Concours Eurovision de la chanson en tant que tel, mais l'édition de l'Eurovision en Israël, en raison de l'usage qui en est fait par le régime israélien pour blanchir son image, et parce que [les Palestiniens nous le demandent](#).

L'appel au boycott d'Israël ne relève-t-il pas de l'antisémitisme ?

Le mouvement BDS en Suisse et ailleurs s'est toujours opposé fermement à toutes les formes de discrimination et de racisme, y compris l'islamophobie et l'antisémitisme. Israël est un État, pas une personne. Chacun-e a le droit de critiquer les actions et la politiques injustes d'un Etat. De nombreuses personnes de confession juives, des étudiant-e-s, des universitaires, des intellectuel-le-s, des militant-e-s LGBTQ et d'autres, ainsi que des citoyen-ne-s israélien-ne-s d'origine juive soutiennent et promeuvent l'appel BDS. Comme l'explique l'organisation états-unienne [Les voix juives pour la paix](#), Israël prétend agir au nom du peuple juif, mais un nombre croissant de personnes de confession juive font savoir qu'elles s'opposent à la politique israélienne.